

CONTRE LA SERVITUDE VOLONTAIRE

L'Europe est morte et bientôt enterrée, voilà pourquoi les professionnels de la politique politicienne s'évertuent à bricoler leur fiction. La proximité des ruines ne les soucient même pas tant ils sont préoccupés par la fabrication de leur petit château libéral. L'Europe eut son heure de gloire, elle fut catholique et médiévale ; elle afficha ses monuments, ses symboles : les cathédrales ; elle usa et abusa de ses colifichets : la monarchie et l'Eglise.

Mais 1789 a sapé cet ordre et, depuis, l'Europe se dilue petit à petit pendant qu'ailleurs, en face, de l'autre côté de l'Atlantique, les Etats-Unis s'appêtent à prendre la suite avec leurs cathédrales post-modernes : les hypermarchés concentrés en Malls. Que les Américains prient leur Dieu vendu par les télévangélistes pour que dure la Chine communiste. Car, quand ce fascisme rouge s'effondrera sur le dernier cadavre du dernier apparatchik, le libéralisme déjà promu idéologie d'Etat ravagera la planète. Ceux qui auront lâché les chiens libéraux trouveront plus chiens qu'eux...

Cette Europe n'a jamais caché son jeu et paraît un monument de philosophie politique à ceux là seuls qui croient Tocqueville vérité du siècle à venir. Depuis ses limbes elle veut la communauté des marchands, la liberté du commerce, la facilité des échanges, sans aucun souci du citoyen transformé en consommateur à séduire par le producteur. Maastricht le disait assez et seuls les gogos abusés par la perfidie de Mitterrand, appuyé par son parti comme un Grand Timonier, ont pu croire aux bobards d'alors : voter oui, c'était choisir le progrès, s'inscrire dans le sens de l'histoire, créer un nombre d'emplois considérables, donc supprimer le chômage, réaliser le plein emploi, augmenter la consommation et le pouvoir d'achat, et autres fariboles bonnes pour les enfants. On a vu... Qui voudrait voir encore ?

Le projet de cette Constitution est simple : ruiner la spécificité républicaine nationale au profit d'un modèle communautariste de type américain. Cessons de croire que cette Europe générerait les Etats-Unis et permettrait de mieux les combattre ! Nationalisme à deux balles... Cette Europe accélérerait le processus d'américanisation de notre société et du continent européen. Sur le principe de Gribouille se jetant à l'eau pour éviter que la pluie le mouille, il faudrait vouloir le libéralisme pour éviter et combattre... le libéralisme ? Se faire américain pour éviter la mainmise d'Oncle Sam sur notre culture, nos mœurs, notre mode de vie ? Allons, soyons sérieux : le libéralisme européen ressemble à s'y méprendre à celui des USA, car il n'y a que différence de forme dans cette logique politique. Et c'est le fond qu'il faut refuser.

Je rentre d'une semaine de conférences aux Etats-Unis et trouve ce voyage intéressant non pour ce qu'il me montre de ce pays mais pour ce qu'il me dit du mien : la France a généré avec la Révolution française un modèle sans pareil. Il est en péril avec cette contre-révolution libérale européenne. La conversion de Mitterrand au libéralisme en 1983 a montré comment on pouvait saper ces héritages de 1789 en injectant dans l'école, l'université, les hôpitaux, les usines, les ateliers, les bureaux, les media, les productions culturelles et dans tant d'autres endroits une domination des seuls principes du marché. D'où une éducation minable, une santé malade, un monde du travail ruiné, des télévisions, des journaux, des films, des livres indigents formatés pour l'audience maximale elle-même garantie d'une pérennité, voire d'une augmentation des budgets publicitaires.

Veut-on plus encore ? Plus loin ? Plus fort ? Si oui, votons pour cette constitution qui propose d'en inscrire le principe en lettre de marbre : la « libre concurrence non faussée », voilà ce qui remplace « Liberté, Egalité, Fraternité ». Concurrence entre les biens, certes, mais aussi entre les idées, les hommes, les pensées. Que le meilleur gagne ! A savoir celui qui dégagera le plus de bénéfiques. Dans cette compétition là, les joueurs de foot, les présentateurs de télévision, les chanteurs du top 50 remplacent les peintres, les dramaturges, les

chorégraphes, les écrivains, les philosophes pendant que ceux qui travaillent pour un SMIC – voire moins...-, et que d'autres pointent au chômage, touchent le RMI, tâchent de survivre une journée avec l'équivalent du pourboire laissé par les machinistes de cette Europe libérale dans les restaurants où ils forment le monde à leur main.

Les services publics ? Inutiles, pas rentables. La santé ? Avez-vous cotisé assez pour la mériter ? La retraite ? Même rengaine : où sont vos bas de laine ? La laïcité ? Pour quoi faire ? Vive « la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques ou l'accomplissement des rites » (II-70). Exit la laïcité... L'avortement ? Le « droit à la vie », (II-62) rengaine papiste depuis un demi siècle, voilà bien plus moderne ! L'écologie ? Tâchez bien plutôt « d'accroître la productivité agricole » (III-227). Les écologistes qui n'auraient pas compris... Et passim.

Et puis, et puis, il y a plus grave. Et ce dès le début de ce Traité : « La Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union, dans l'exercice des compétences qui sont attribuées à celle-ci, priment le droit des Etats membres » (I-6). Ce qui veut clairement dire que la France abandonne sa souveraineté au profit d'une instance supranationale ayant des compétences induites par le renoncement à soi. C'est le principe de la servitude volontaire.

Or une politique de gauche, réellement de gauche, et non socialiste sur le mode Jospin, paraît déjà bien difficile dans un seul pays : comment dès lors la croire possible ou pensable dans plus de vingt simultanément ? Le mouvement naturel des pays membres va plutôt vers la droite dans sa version libérale, autant dire dans le sens inverse d'une réelle politique de gauche. Tout contrat passé avec cette Constitution rend impossible une pratique effective de gauche en France.

Deux mots sur cette *souveraineté* qui génère le *souverainisme*. Car le personnel politique dominant, et leurs domestiques médiatiques, prononcent ces deux mots comme autant d'insultes ! La souveraineté populaire est une acquisition de la Révolution française. Avant elle, le souverain, c'était le représentant de Dieu sur terre, le Roi. Après elle, avec cette Constitution, le souverain deviendrait la bureaucratie européenne qui, seule, dispose (« compétence exclusive » I-13) du droit d'établir les règles de concurrence, de mener la politique commerciale et de conduire la politique monétaire.

Etre souverain, c'est pouvoir décider, choisir, trancher. Or, nous perdons notre souveraineté : comment dès lors mettre en place une politique digne de ce nom si la maîtrise de la monnaie et des échanges nous échappent ? Qui le pourrait désormais ? Rappelons que l'antonyme de souveraineté est *dépendance*... Le choix paraît dès lors bien simple : la souveraineté pour une politique (française) de gauche ou la dépendance à l'endroit d'une politique libérale (européenne). La France, la Nation, la République ont été confisqués par la droite bien que grandement produites par les Jacobins. Et l'on comprend pourquoi les Girondins d'aujourd'hui souhaitent leur revanche et désirent liquider ce qui reste encore des formes politiques héritées de 1789.

Pour conclure : l'empressement de Chirac à dissocier ce référendum d'un plébiscite montre bien l'inscription de ses mandats dans une pure logique de politique politicienne. Comme Mitterrand, auquel il ressemble par plus d'un point. Ces deux là, tant qu'ils étaient dans l'opposition, faisaient du référendum une occasion de dire oui ou non au président qui le demandait. L'un et l'autre, d'ailleurs, ajustèrent leur tir en 1969 pour déloger le Général de Gaulle des affaires. La régionalisation fut, comme chacun le sait maintenant, un prétexte.

On peut dès lors assumer aussi cette dimension d'un référendum plébiscitaire qui permettrait, certes, de dire non à Chirac, mais aussi, et surtout, de dire non aux libéraux qui, droite et gauche confondue, se partagent le pouvoir depuis Mai 68 : de Pompidou à Chirac en

passant par Mitterrand, Rocard et Jospin, la politique fut libérale, avec changement de degré, certes, mais pas de nature. Il est temps de vouloir moins modifier l'emballage que de changer le paquet cadeau. Le libéralisme fait l'unanimité contre lui. Faisons de cette unanimité moins une sensibilité vague qu'une force active.

Le Non de gauche fédère la gauche, la gauche de gauche. Et c'est heureux. Que des socialistes fidèles à l'esprit de Guesde, des communistes tournant le dos aux Matignons socio démocrates, des écologistes fatigués de l'écologie mondaine des ministères, des souverainistes de gauche, la LCR, ou cette gauche libertaire dans laquelle je pense évoluer, se retrouvent unis, voilà déjà une victoire extraordinaire. L'union de la gauche sur un programme de gauche reste une *utopie concrète* – pour parler comme Ernst Bloch, une idée de la raison fédérative. Pas d'ennemis à gauche si la gauche est réellement de gauche. Et je me réjouis de voir que le désir manifesté par Olivier Besancenot depuis un certain temps d'un grand parti de gauche non libéral paraisse de moins en moins utopique et de plus en plus concret.

Michel Onfray
Avril 2005